



HAL
open science

Les sciences sociales européennes font-elles l'Europe ?

Thibaud Boncourt

► **To cite this version:**

Thibaud Boncourt. Les sciences sociales européennes font-elles l'Europe ? : L'institut universitaire européen, le béhavioralisme et la légitimation de l'intégration européenne.. *Revue Française de Science Politique*, 2019, L'archive européenne, 69 (1), pp.47-74. 10.3917/rfsp.691.0047 . halshs-04222120

HAL Id: halshs-04222120

<https://shs.hal.science/halshs-04222120>

Submitted on 28 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sciences sociales européennes font-elles l'Europe ?

L'Institut Universitaire Européen, le behaviorisme et la légitimation de l'intégration européenne

Thibaud Boncourt

Département de science politique

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

17 place de la Sorbonne – 75005 Paris – France

thibaud.boncourt@univ-paris1.fr

Revue française de science politique, 69(1), 2019, pp. 47-74.

Résumé

L'Institut Universitaire Européen (IUE), ouvert en 1976 à Florence, incarne l'ambition de légitimer la construction européenne par la connaissance scientifique. Cet article cherche à comprendre comment ces injonctions politiques se réfractent dans l'activité scientifique de l'IUE, à identifier le type de savoirs produits à l'Institut et à comprendre leur contribution à la structuration d'une Archive européenne. A partir d'une étude de l'histoire du département de « sciences politiques et sociales » (SPS) sur la base d'archives diversifiées, il montre la manière dont s'impose au département une science politique behavioriste, quantitative et comparative de l'Europe. L'histoire de cette victoire paradigmatique met en évidence l'un des mécanismes par lesquels se structurent certaines des approches aujourd'hui centrales pour les études européennes.

Introduction

Le département de sciences politiques et sociales (SPS) de l'Institut Universitaire Européen (IUE) occupe une place particulière dans l'historiographie de la construction européenne. Régulièrement présenté comme « l'épicentre » des approches aujourd'hui dominantes du processus d'intégration¹, il est aussi décrit comme un lieu central pour la structuration sociale de la sous-discipline des études européennes et, plus largement, de la science politique à l'échelle du continent².

Cette centralité symbolique est la traduction d'un poids social que l'étude des trajectoires des anciens membres de SPS permet d'objectiver. Parmi les 296 diplômés et *fellows* qui ont fréquenté le département au cours de ses 20 premières années d'activité (1976-1996), 50 % occupent, en 1996, un poste d'enseignant ou de chercheur³. Cette représentation dans le champ académique est d'autant plus structurante qu'elle est internationale (les universitaires issus de SPS sont présents dans la quasi totalité des pays européens)⁴, associée à des circulations transnationales (35 % travaillent hors de leur pays d'origine) et liée à l'occupation de positions de pouvoir. Plusieurs professeurs et anciens membres de SPS sont en effet impliqués dans des institutions importantes pour la science politique européenne : le *European Consortium for Political Research* (ECPR)⁵, la *European Political Science Association*⁶ et les revues qui leur sont associées, comme par exemple *Political Science Research and Methods*⁷ et *European Union Politics*.

Le prestige symbolique du département SPS est aussi alimenté par la centralité reconnue à certains de ses membres et anciens membres dans l'espace discursif des études européennes. On peut citer, par exemple, les travaux de Stefano Bartolini, Adrienne Héritier, Philippe Schmitter ou Simon Hix comme autant d'illustrations de la portée structurante, pour la connaissance de l'Europe, des réseaux liés au département. Ces productions intellectuelles sont d'autant plus signifiantes qu'elles ne sont pas isolées de l'univers des praticiens. La circulation des diplômés SPS déborde en effet le cadre académique : 7 % des anciens du département travaillent, en 1996, au sein ou autour des institutions européennes, et quelques grands noms du champ politique européen ont pris part à des activités liées à SPS⁸. L'IUE s'est aussi efforcé, en tant qu'institution, de développer des liens avec le champ politique notamment à travers la création, en 1992, du Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS)⁹. L'Institut et son département SPS se sont ainsi progressivement imposés comme un lieu clé pour la production et la diffusion de savoirs sur l'intégration européenne.

¹ Craig Parsons, compte-rendu de l'ouvrage d'A. Héritier « Explaining institutional change in Europe », *Comparative Political Studies*, 43 (6), 2010, p. 792.

² Hans Daalder (dir.), *Comparative European politics. The story of a profession*, Londres, Pinter, 1997.

³ Calcul de l'auteur sur la base du dépouillement de l'annuaire des diplômés (« EUI alumni directorate 1996 », HAEU, dossier EUI 290).

⁴ Principalement au Royaume-Uni (26 % d'entre eux), en Italie (22 %) et en Allemagne (16 %).

⁵ Martin Bull, diplômé SPS, est directeur de l'ECPR depuis 2006.

⁶ L'EPSA compte parmi les membres de son comité exécutif Simon Hix, Orit Kedar et Gail McElroy, tous anciens de SPS.

⁷ Simon Hug et Massimo Morelli, anciens de SPS, sont *associate editors* de la revue.

⁸ José Manuel Barroso, alors âgé de 34 ans, a par exemple été *visiting professor* à l'IUE et a assisté à l'école d'été en politique comparée organisée par H. Daalder à l'IUE en 1980. Voir H. Daalder, « Report on the Second Summer School on Comparative European Politics », Archives Daalder, Dossier 7.3 / 48.06, juillet 1980.

⁹ Selon sa mission officielle, le RSCAS a « vocation à être impliqué à la fois dans une recherche fondamentale et appliquée (*policy research*), en collaborant avec d'autres centres d'excellence en Europe, en offrant des opportunités aux jeunes chercheurs et en promouvant un dialogue avec le monde des praticiens ». Voir <https://www.eui.eu/DepartmentsAndCentres/RobertSchumanCentre/AboutRSCAS>, consulté le 20 mai 2018.

Le poids social, discursif et symbolique du département SPS de l'IUE dans le champ de production des savoirs sur la construction européenne justifie qu'on lui prête une attention particulière. Il suscite deux questions : comment, d'une part, expliquer la place centrale de ce département ? Quelle est, d'autre part, la structure des savoirs qui s'institutionnalisent à SPS et irriguent corrélativement l'espace européen ?

Une littérature en expansion s'intéresse aux logiques de structuration des savoirs sur l'Europe. Julie Bailleux situe ainsi l'émergence d'un droit communautaire dans l'activité d'entrepreneurs d'Europe qui, dans les années 1950, s'efforcent de « mobiliser la science juridique » au service du projet d'intégration¹⁰. Oriane Calligaro explique la production d'une « approche militante de l'histoire européenne » par l'établissement de partenariats entre la Commission européenne et des groupes transnationaux d'historiens¹¹. Philippe Aldrin analyse quant à lui la création en 1973 d'un outil de mesure de l'opinion publique européenne (les Eurobaromètres) par l'alliance « d'agents communautaires, de spécialistes académiques et de professionnels des sondages »¹². Ces travaux étudient des périodes et des objets différents mais ont un point commun : ils expliquent le contenu des savoirs sur l'Europe par l'existence d'une commande politique et, corrélativement, par « l'enrôlement des scientifiques »¹³. La thèse transversale est celle d'acteurs scientifiques mis au service d'un projet politique, ou éventuellement d'une coproduction de ce même projet par une alliance de circonstance entre universitaires et responsables communautaires.

De prime abord, cette grille d'analyse semble pouvoir s'appliquer au département SPS. Lors de sa création en 1976, l'Institut Universitaire Européen est en effet explicitement articulé à l'ambition de légitimer la construction européenne par la connaissance scientifique. Créé par les Etats membres des Communautés (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas), il a pour mission de contribuer, à travers la recherche et la formation doctorale, au « développement d'une conscience européenne, essentielle pour [...] l'intégration politique de l'Europe ».¹⁴ Il est dirigé par un Européen convaincu – Max Kohnstamm¹⁵ – et organisé autour de disciplines « présentant un intérêt particulier pour l'unification européenne »¹⁶ : le droit, l'histoire, l'économie, et les sciences politiques et sociales (SPS), qui forment les quatre départements de l'Institut.

Ces ambitions européennes se traduisent dès l'origine dans l'activité scientifique de l'IUE. Ce dernier devient ainsi un pôle central pour la production du droit communautaire et d'une

¹⁰ Julie Bailleux, *Penser l'Europe par le droit. L'invention du droit communautaire en France*, Paris, Dalloz, 2014.

¹¹ Oriane Calligaro, *Negotiating Europe: The EU promotion of Europeanness since the 1950s*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

¹² Philippe Aldrin, « L'invention de l'opinion publique européenne. Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973) », *Politix*, 89, 2010, p. 79-101.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Gaetano Martino, Ministre des affaires étrangères italien, cité dans Jean-Marie Palayret, « Des négociations à la création de l'Institut universitaire européen de Florence », communication au colloque « L'enjeu de la culture dans le champ multilatéral », Université Lyon 2, 10-12 mai 2001, p. 9. Voir aussi la convention fondatrice de l'Institut : <http://www.eui.eu/Documents/AboutEUI/Convention/French.pdf>

¹⁵ M. Kohnstamm, proche de Jean Monnet, est ancien secrétaire de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (1952-56) et vice-président du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe (1956-75).

¹⁶ Ministre des affaires étrangères français, cité dans J.-M. Palayret, *A University for Europe: Prehistory of the European University in Florence (1948-1976)*, Presidency of the Council of Ministers, Department of Information and Publishing, 1996, p. 121.

histoire légitimatrice du projet européen¹⁷. Pourtant, cette emphase sur la construction européenne est largement absente du département SPS. Paradoxalement, les sciences politiques et sociales qui s'y imposent s'écartent de l'objet « Europe » pour proposer des études comparatives des systèmes politiques européens. En mettant l'accent sur les comportements des acteurs politiques sur la scène nationale, ces travaux font abstraction des dynamiques d'intégration.

Le département SPS apparaît ainsi à l'origine, en première analyse, comme un cas négatif d'influence des injonctions politiques sur les activités scientifiques. De ce fait, une analyse en termes « d'enrôlement » des universitaires semble peu opératoire. L'article propose donc d'étudier ce cas à partir de la notion d'« Archive ». Ce concept emprunté à Michel Foucault désigne l'ensemble des discours qui, sans être nécessairement dominants, n'en restent pas moins disponibles à une époque donnée, susceptibles d'être mobilisés et à même de servir de points d'appui à des discours ultérieurs¹⁸. Appliquée à l'étude de SPS, la notion a trois vertus.

Elle invite d'abord à restituer la pluralité des discours scientifiques ayant cours à une époque donnée. La prise en compte de la multiplicité des discours et des configurations d'acteurs qui leur sont associés permet de comprendre pourquoi l'issue d'une commande politique peut être incertaine. On montrera ainsi que, loin de déboucher mécaniquement sur les savoirs souhaités, l'intervention politique peut au contraire se heurter à des rapports de forces disciplinaires qui la mettent en échec. En l'espèce, la commande des institutions communautaires ne « prend » pas, au départ, au département SPS.

La notion d'archive conduit, ensuite, à montrer ce que les savoirs dominants à une époque donnée doivent à des développements historiques qui, de prime abord, peuvent en sembler éloignés. On montrera ainsi que « l'échec » originel de l'intervention politique dans le cadre du département SPS n'empêche pas l'institution et les savoirs qu'elle produit d'avoir, à plus long terme, des effets structurants et au départ imprévisibles sur les études européennes. C'est sur le temps long que se joue alors la construction d'un corpus de savoirs sur l'Europe – une « Archive européenne ».

Le concept incite, enfin, à resituer un corpus de savoirs donné dans un espace discursif très large. On montrera ainsi que ce que l'on considère comme des savoirs « européens » sont en réalité les produits de configurations transnationales complexes, qui mettent en présence non seulement des universitaires européens et des acteurs communautaires, mais aussi beaucoup plus largement des acteurs scientifiques, politiques et philanthropiques insérés dans des dynamiques transatlantiques¹⁹. Les évolutions de la science politique américaine et les dynamiques de Guerre froide intellectuelle jouent ainsi un rôle clé dans la structuration de savoirs sur l'Europe.

¹⁷ Morgane Le Boulay, « Au croisement des mondes politique et scientifique. L'écriture et l'enseignement de l'histoire de l'Europe en France et en Allemagne (1976-2007) », Thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris-Dauphine, 2014 ; Oriane Calligaro, *Negotiating Europe...*, *op. cit.* ; Julie Bailleux, *Penser l'Europe par le droit...*, *op. cit.*

¹⁸ Michel Foucault, « Le Mallarmé de J.-P. Richard », *Annales*, 19 (5), 1964, p. 996-1004. Voir aussi l'article de Francisco Roa Bastos et Antoine Vauchez en introduction de ce dossier.

¹⁹ On s'inscrit ainsi dans l'agenda de recherche de l'histoire transnationale des sciences sociales. Voir Robert Adcock, Mark Bevir et Shannon C. Stimson (dir.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton, Princeton University Press, 2007 ; Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2009 ; Wiebke Keim *et al.* (dir.), *Global knowledge production in the social sciences*, Dorchester, Ashgate, 2014 ; Johan Heilbron, Gustavo Sora et Thibaud Boncourt, *The social and human sciences in global power relations*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018.

Pour mener à bien cette démonstration, l'article étudie la genèse et développement – en particulier les premières années d'activité (1976-1986)²⁰ – du département de sciences politiques et sociales de l'IUE²¹. L'argumentaire s'appuie majoritairement sur le dépouillement des archives de l'Institut (conservés aux archives historiques de l'Union Européenne – HAEU, Florence), de l'Association Internationale de Science Politique (Université Concordia, Montréal), de la Fondation Ford (Rockefeller archive center, New York) et de l'UNESCO (Paris), ainsi que des fonds personnels de Hans Daalder (Université de Leiden). Ces sources écrites ont été complétées par des entretiens avec certains des premiers membres du département : Hans Daalder, Stefano Bartolini, Philippe Schmitter et Jean Blondel. L'argumentaire s'appuie aussi sur d'autres travaux consacrés à la création l'IUE²² et à l'histoire des sciences sociales,²³ ainsi que sur des témoignages rétrospectifs des acteurs de cette histoire.²⁴ L'ensemble de ces matériaux a fait l'objet d'un traitement à la fois qualitatif (reconstitution des débats intellectuels) et quantitatif (analyses de réseaux scientifiques).

En tant que nouveau lieu de production de savoirs transnational dont l'ensemble des structures est à construire, l'IUE et singulièrement le département SPS deviennent rapidement le terrain de luttes paradigmatiques, desquelles la question de l'intégration européenne n'est paradoxalement qu'un aspect mineur (1). Ces débats, qui mettent aux prises des réseaux sociaux d'inégales forces (2), se soldent par l'imposition de conceptions spécifiques de la science politique, en décalage avec l'agenda politique assigné à l'IUE par les acteurs communautaires. Cette victoire paradigmatique a une influence de plus long terme sur la manière de penser la construction européenne (3).

1. Luttres paradigmatiques pour l'invention d'une « science politique européenne ».

Si l'IUE est légalement fondé en 1972, tout reste encore à faire avant son ouverture concrète. De par son caractère transnational, il ne dépend pas du système universitaire italien et doit inventer ses propres procédures de fonctionnement, de recrutement, d'enseignement et d'évaluation. Domicilié dans un couvent du XV^{ème} siècle, il doit aménager ses locaux et constituer son fonds documentaire. Il revient également au personnel du département SPS de définir la nature des « sciences sociales de l'Europe » qu'il est chargé de développer, et la

²⁰ Cette limitation temporelle fait sens au regard de l'objet, en ceci que la période 1976-1986 est décisive pour les débats décrits ici. Elle est, par ailleurs, partiellement contrainte par les sources, les archives de l'IUE faisant l'objet d'un embargo qui n'autorise leur consultation qu'après 30 ans.

²¹ Cette étude de cas n'est pas exclusive d'efforts comparatifs : voir Thibaud Boncourt et Oriane Calligaro, « Legitimising Europe with the social sciences and humanities? The European University Institute and the European integration project (1976-1986) », *Serendipities*, 2 (1), 2017, p. 60-89.

²² J.-M. Palayret, *A University for Europe...*, *op. cit.* ; O. Calligaro, *Negotiating Europe*, *op. cit.*.

²³ Notamment R. Adcock, M. Bevir, S. C. Stimson (dir.), *Modern political science...*, *op. cit.* ; Emily Hauptmann, « The Ford Foundation and the Rise of Behavioralism in Political Science », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 48 (2), 2012, p. 154-173 ; « 'Propagandists for the Behavioral Sciences.' The Overlooked Partnership Between the Carnegie Corporation and SSRC in the Mid-Twentieth Century », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 52 (2), 2016, p. 167-187 ; Francisco Roa Bastos, « Des partis paradigmatiques. 'LaPalombara & Weiner', 'Lipset & Rokkan' et la science normale du politique dans les années 1960 », *Revue française de science politique*, 67 (1), 2017, p. 97-119 ; Antonin Cohen, « La structuration atlantique des *European Studies*. La Fondation Ford et l'institut de la Communauté européenne pour les études universitaires dans la génération d'un 'objet' », *Revue française de science politique*, 67 (1), 2017, p. 69-96.

²⁴ Rassemblés notamment dans Hans Daalder (dir.), *Comparative European politics. The story of a profession*, Londres, Pinter, 1997.

spécificité du niveau « européen » de recherche par rapport aux cadres national et international. Ces enjeux à la fois matériels et symboliques vont rapidement donner lieu à de vives tensions paradigmatiques entre les premiers professeurs du département. Cette première section dresse un état de ces rapports de force. Elle rend ainsi justice à l'état de grande incertitude intellectuelle qui caractérise la période et dont les injonctions politiques ne sont qu'une composante.

Les logiques de recrutement des premiers professeurs sont malheureusement difficiles à retracer. Confiées pour partie à un comité préparatoire comprenant, outre le président de l'Institut, des représentants des Etats fondateurs issus de l'administration universitaire (présidents d'université, recteurs, membres de ministères), et pour partie aux Etats fondateurs eux-mêmes,²⁵ elles articulent des considérations géographiques (tous les membres doivent être représentés) et disciplinaires (chaque département doit comporter un nombre équivalent de professeurs) et privilégient les candidats plurilingues (maîtrisant si possible l'italien, l'anglais et le français), bénéficiant de connections et réputations internationales, et combinant savoir scientifique et culture générale étendue.²⁶

Les profils des trois premiers professeurs du département (Tableau 1) reflètent l'hétérogénéité de ce que l'on regroupe alors sous le vocable de « science » ou d' « études politiques », dans une période où les frontières et les contenus de la discipline font l'objet d'importantes variations d'un champ national à l'autre.

Tableau 1. Professeurs et assistants doctorants du département SPS (1975-1985).

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
Prof.	G. Sartori	H. Daalder			G. Di Palma	V. Wright		I. Budge				
	J. Georgel				R. Wildenmann		B. Marin					
	M. Cranston				P. Schmitter							
	P. Flora				J. Padioleau							
	A. Moulakis											
Assist.	L. Johansen				S. Bartolini							
	P. Mair											

Le parcours et les écrits du français **Jacques Georgel** (42 ans) signalent sa forte proximité à la discipline juridique. Français, agrégé de droit (1962) et professeur à l'Université de Rennes (1962-1976),²⁷ il est l'auteur d'ouvrages sur les institutions et régimes politiques français et espagnol.²⁸ Ses écrits, qui se veulent « engagés »²⁹ (critiques, par exemple, du régime de Franco ou de la Constitution de la IVème République française), mobilisent des références intellectuelles variées relevant du droit (George Berlia, Roger Bonnard, René Capitant, George Burdeau, Boris Mirkine-Guetzévitch, Marcel Prélot, Jean Rivero, *Revue de droit public*, *Revue internationale de droit comparé*, etc.), des études politiques structurées autour

²⁵ Si les archives de l'IUE fournissent des indications des logiques de sélection du comité préparatoire, elles sont muettes sur les dynamiques internes aux Etats qui poussent ces derniers à suggérer telle ou telle candidature. Il n'est pas exclu que d'autres fonds d'archives nationaux permettent d'éclaircir cette question, mais il m'a pour l'instant été impossible de les identifier.

²⁶ Luigi Firpo, « Lettre à Hywel Duck », HAEU, dossier EUI-4, 16 juillet 1974 ; note manuscrite anonyme, HAEU, dossier EUI-4.

²⁷ « CV de Jacques Georgel », dans « Choix des huit premiers professeurs », HAEU, dossier EUI-14, 12 mars 1975, no. 366/75 (EN 44).

²⁸ J. Georgel, *Critiques et réforme des constitutions de la République*, Paris, CELSE, 1960 ; *Le Sénat dans l'adversité*, Paris, Cujas, 1968 ; *Le franquisme, histoire et bilan*, Paris, Seuil, 1970.

²⁹ J. Georgel, *Le Franquisme...*, op. cit., p. 6.

de Sciences Po (Jacques Chapsal, Maurice Duverger, François Goguel, Henri Mendras, Jean Meyriat, Marcel Merle, Jean-Luc Parodi, André Siegfried, George Vedel, *RFSP*), de l'histoire (Erik Hobsbawm), de la géographie (Jean Gottmann), de la philosophie (Alain, Montesquieu) et de la littérature (Hugo, Chateaubriand,³⁰ Gautier, etc.). Ces références servent des études de cas (e.g. le Sénat et la Constitution français, le Franquisme) basées sur l'analyse de textes juridiques, de sources officielles (*Journal officiel des débats parlementaires*, *Revue politique et parlementaire*) et de la presse (*Le Monde*, *Paris-Match*, *L'Humanité*, etc.). Cette analyse, qui se revendique d'une « totale objectivité » et d'un « réalisme absolu », prône le recours à des statistiques descriptives (« tables des matières quantifiée », « analyse de contenu », « cartes », « organigrammes »).³¹ L'approche comme le parcours de J. Georgel sont ainsi emblématiques d'un champ français des études politiques historiquement structuré en forte articulation au droit public et à la géographie électorale.³²

Le parcours et les écrits du néerlandais **Hans Daalder**³³ (47 ans) contrastent avec ceux de J. Georgel. Ses travaux, principalement publiés sous forme d'articles³⁴, portent essentiellement sur les partis et les élites politiques en Europe occidentale et recourent régulièrement à la comparaison. Ils critiquent vivement les travaux de Maurice Duverger³⁵ et reposent sur un corpus de références articulé autour de la science politique béhavioraliste –c'est-à-dire centrée sur l'étude empirique des comportements des acteurs politiques– structuro-fonctionnaliste³⁶ et rationaliste dans ses déclinaisons américaines (Gabriel Almond, Robert Axelrod, Robert Dahl, Anthony Downs, William Gamson, Michael Leiserson, Seymour Martin Lipset, William Riker, etc., notamment publiés dans l'*American Political Science Review*) et européennes (Jean Blondel, Ian Budge, Stein Rokkan, Giovanni Sartori, Abram de Swaan, etc., gravitant autour d'un nombre limité de revues : *Acta Politica*, *British Journal of Political Science*, *European Journal of Political Research*, *Scandinavian Political Studies*).³⁷ L'approche est fondée sur l'individualisme méthodologique et le postulat de rationalité des acteurs, sur la modélisation statistique et la formalisation mathématique, sur la constitution d'importantes bases de données empiriques et internationalement comparables, et sur la revendication d'une neutralité axiologique pour une science politique émule des sciences de la nature.

Le britannique **Maurice Cranston** (55 ans) s'inscrit dans une perspective très différente. Professeur de science politique à la LSE (1959-1979), il est philosophe et historien des idées politiques. Auteur de plusieurs biographies intellectuelles³⁸ et de discussions conceptuelles³⁹,

³⁰ Georges Dupuis, Jacques Georgel et Jacques Moreau, *Politique de Chateaubriand*, Paris, Armand Colin, 1966.

³¹ J. Moreau, G. Dupuis et J. Georgel, *Eléments de sociologie politique*, Paris, Cujas, 1966, p. 31-32.

³² Pierre Favre, *Naissances de la science politique en France*, Paris, Fayart, 1989.

³³ Giovanni Sartori, initialement choisi pour occuper ce poste, le quitte précocement pour remplacer Gabriel Almond à l'Université de Stanford. C'est sur sa recommandation que H. Daalder, membre des mêmes réseaux que lui et sur lesquels je reviens plus loin, est choisi pour le remplacer. Voir H. Daalder, « A Smaller European's Opening Frontiers », dans H. Daalder (dir.), *Comparative European Politics...*, *op. cit.*, p. 238.

³⁴ Curriculum vitae de H. Daalder, 13 octobre 1980, Archives Daalder, Dossier 7.4 / 53.06.

³⁵ H. Daalder, « Parties, Elites and Political Developments in Western Europe », dans Joseph LaPalombara and Myron Weiner (eds.) *Political Parties and Political Development*, Princeton: Princeton University Press, 1966, p. 43-77 ; « On Building Consociational Nations: The Cases of the Netherlands and Switzerland », *International Social Science Journal*, 23 (3), 1971, p. 355-370 ; « Cabinets and Party Systems in Ten Smaller European Democracies », *Acta Politica*, 6 (3), 1971, p. 282-303.

³⁶ Pour une discussion de l'application de ces labels paradigmatiques aux auteurs cités, voir F. Roa Bastos, « Des partis paradigmatiques... », *op. cit.*

³⁷ Pour un exemple, voir le syllabus du cours de H. Daalder dispensé à l'école d'été sur « Comparative European party systems », intitulé « Coalition theories and the empirical study of cabinet coalitions in Western Europe », 6 juillet 1979, Archives Daalder, dossier 7.3 / 46.05.

³⁸ Maurice Cranston, *John Locke: A Biography*, Londres, Longmans Green, 1957 ; *John Stuart Mill*, Londres, Longmans Green, 1958.

il positionne ses écrits en dialogue avec une littérature classique de philosophie (Hobbes, Locke, Hume, Rousseau, Kant, Leibniz, Heidegger, Spinoza, Schelling, Engels, Marx, etc.) et revendique une proximité au libéralisme et à Karl Popper, en rupture avec le déterminisme. Dans la lignée d'études politiques britanniques fortement empreintes d'histoire des idées⁴⁰ et sceptiques à l'égard des aspirations positivistes du béhavioralisme,⁴¹ M. Cranston critique vivement les chercheurs américains qui s'inscrivent dans cette perspective (Robert Dahl en tête) et leur aspiration « agressive » à « éliminer la philosophie politique » au nom de l'objectivité des faits et de la neutralité axiologique. La revendication par le béhavioralisme de cette neutralité est présentée comme un leurre masquant en réalité une prise de parti en faveur d'une défense de la démocratie.⁴²

La diversité des profils des enseignants se traduit dans la diversité des connaissances diffusées et produites par le département lors de ses premières années d'activité. Quatre séminaires y sont conduits sur les institutions (« Institutions politiques dans l'Europe des Neuf », J. Georgel), les acteurs politiques (« Recent changes in European party systems », H. Daalder), la décision et l'action politique (« The overload of government », H. Daalder en collaboration avec Richard Rose et Dennis Kavanagh, invités au département)⁴³ et l'histoire des idées (« The concept of state », M. Cranston). Comme le montre le Tableau 2, les sujets de thèse prennent alternativement pour objet les institutions des communautés Européennes et de leurs Etats membres (sous la direction de J. Georgel), les partis, mobilisations et groupes politiques (H. Daalder) et des questions conceptuelles (M. Cranston).

Tableau 2. Sujets de thèse du département SPS (1976-1979).

Directeur	Sujet
Cranston	Bentham and the oppressed
Cranston	Johannes Althusius. Une contribution de l'histoire des idées à une théorie du fédéralisme à la démocratie centraliste
Cranston	Philosophie de l'histoire mythique et rationaliste dans le futurisme italien. Un modèle d'interprétation politique des mouvements artistiques.
Cranston	Political authority and its legitimation
Cranston	Systematic comparaison of the methodological and social philosophical positions of critical rationalism and critical theory
Daalder	Political participation and attitudes of local leaders
Daalder	The multiplicity of institutional positions held by political elites. The search for power in consociational democracies
Daalder	Factionalism - with specific reference to at least two Western European socialist parties
Daalder	Relationship between socialists and communists in Italy and France
Daalder	The syndicates in Spain - Changes and realignments in power, structure and activity in the

³⁹ Maurice Cranston, *Freedom : A New Analysis*, Londres, Longmans Green, 1954 ; *What Are Human Rights?*, London, Bodley Head, 1973.

⁴⁰ Jack Hayward, « Political science in Britain », *European Journal of Political Research*, 20 (3-4), 1991, p. 301-322 ; Jack Hayward, Brian Barry et Archie Brown (dir.), *The British Study of Politics in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

⁴¹ Pour un exemple voir Bernard Crick, *The American Science of Politics*, Berkeley, University of California Press, 1959.

⁴² Maurice Cranston, *The Mask of Politics*, Londres, Allen Lane, 1973.

⁴³ Ce thème, d'inspiration plus fonctionnaliste que proprement béhavioraliste, doit se comprendre en lien avec la proximité sociale et intellectuelle de ces deux courants, notamment dans le champ américain. Voir R. Adcock, « Interpreting behavioralism », dans R. Adcock, M. Bevir, S. C. Stimson (dir.), *Modern Political Science...*, op. cit., p. 180-208 ; F. Roa Bastos, « Des partis paradigmatiques... », op. cit.

	declining years of the Franco regime
Daalder-Rose	Living with the overload (of government): The case of Italy
Daalder	The politicisation of political cleavages: a Spanish case
Daalder	Parties and voluntary associations in France and Germany
Daalder	Analyse des valeurs de l'échantillon italien de la recherche multinationale "Insatisfactions, protestations et mutations dans les sociétés industrielles avancées" (1975). Vérification du modèle d'Inglehart et sa critique.
Daalder	The politics of a European periphery: parties and party loyalty in Ireland
Daalder	Equilibrium conditions in multi-party competition
Georgel-Daalder	Analyse comparative du mouvement écologique en Belgique, France et aux Pays-Bas
Georgel	The significance of direct elections for the political system of the European Communities
Georgel	Comparaison institutionnelle entre le projet de Communauté Politique Européenne et la CEE
Georgel	Participation et ethnies. Participation politique des intérêts minoritaires dans les états des communautés européennes
Georgel	Etude comparée du Groupe socialiste et du groupe libéral au Parlement Européen
Georgel	Mouvements féministes et féminins en Italie et leurs rapports aux partis de gauche. La politique des nouveaux mouvements des femmes.
Georgel	La crise du système parlementaire. L'Etat national dans l'Europe des Neuf. Analyse des problèmes que pose la réalisation de l'Union Européenne et étude comparée des différents projets présentés à ce sujet.
Georgel	Sur les éléments constitutifs de la théorie politique de Durkheim
Georgel	Objet et structure du conflit
Georgel	La psychologie collective de Gustave Le Bon
Georgel	Trois dictatures catholiques des années 30 - le Portugal, l'Autriche, l'Irlande - une étude comparative
Georgel	Les problèmes agricoles causés par l'élargissement de la Communauté européenne vers le Sud
Georgel	Le contrôle des parlements nationaux sur l'activité communautaire - le cas de l'Italie
Georgel	Communism in Umbria. A case study in regional communism
Georgel	International treaties and their application in Spain under the new constitution of 1978

Les tenants de ces trois approches ne les conçoivent cependant pas comme des sous-disciplines cloisonnées capables de coexister. A l'image des propos de M. Cranston cités plus haut, ils les présentent plutôt comme des conceptions rivales pour la définition de la discipline et pour le contrôle du département SPS. Le contexte non routinier que constitue la création d'un institut transnational force l'explicitation de ces rivalités et des points communs et des divergences qui les sous-tendent. 1979 est ainsi marqué par un vif débat au sein de SPS, dont l'enjeu est l'orientation intellectuelle du département. Ce débat suscite les interventions à la fois des premiers professeurs du département et de certains de leurs assistants doctorants (Stefano Bartolini, Peter Mair) et successeurs désignés (Rudolf Wildenmann, Giuseppe Di Palma, Athanasios Moulakis), qui se structurent en deux groupes opposés. Les désaccords, résumés dans le Tableau 3, se situent à trois niveaux.

(1) Ils portent d'abord sur les objets à étudier et les *approches* et méthodes à mobiliser pour ce faire. Les différents acteurs du département prônent alternativement une domination de l'étude des institutions (J. Georgel), des idées et des concepts (M. Cranston, A. Moulakis), ou des acteurs politiques comme les partis, les élites, les groupes de pression (H. Daalder, R.

Wildenmann, S. Bartolini, P. Mair, G. Di Palma). Ces objets sont liés aux approches intellectuelles qu'ils considèrent légitimes et qui peuvent être juridique (J. Georgel), historique (J. Georgel, M. Cranston), philosophique (M. Cranston, J. Georgel, A. Moulakis), empirique, comparative et quantifiée (H. Daalder, R. Wildenmann, S. Bartolini, P. Mair, G. Di Palma).

(2) Les débats mettent cependant en jeu plus que la définition des approches intellectuelles légitimes. Ce sont en effet deux *habitus* scientifiques, deux manières de concevoir la *pratique* de la science, qui s'opposent. Pour les uns (J. Georgel, M. Cranston, A. Moulakis), le travail scientifique est avant tout individuel : il repose sur l'autonomie du chercheur⁴⁴ et la réalisation d'études de cas substantielles publiées sous forme de monographies, et n'est pas exclusif d'un engagement normatif du chercheur (critique explicite des institutions, prise de position à l'égard des grandes idéologies politiques, etc.).⁴⁵ Pour les autres (H. Daalder *et al.*), la pratique de la recherche est considérée comme collective, orientée vers la compilation de bases de données internationales⁴⁶ et la production d'études comparées, et centrée une approche par les variables plutôt que par les cas. Cette conception est associée à la revendication positiviste du caractère scientifique des études politiques, sur le modèle idéalisé des sciences de la nature. Elle va aussi de pair avec une dénégation des implications politiques du béhavioralisme,⁴⁷ dont la neutralité axiologique est revendiquée à travers une rhétorique de la scientificité, de la rationalité et de la recherche de l'efficacité.⁴⁸ C'est donc la définition même de ce que l'on entend par « recherche scientifique » qui se joue dans les débats.⁴⁹

(3) La conception de *l'Europe* est l'une des composantes de ce débat plus large. Pour les uns (notamment J. Georgel), le département doit développer une science politique des institutions européennes à proprement parler. Pour les autres, il s'agit de promouvoir une science politique dont la dimension européenne est assurée par le caractère transnational et collaboratif de l'activité scientifique, et l'approche comparative qui sous-tend ses méthodes. Le débat se structure, en somme, entre une européanisation de *l'objet* d'un côté (science

⁴⁴ De manière significative, J. Georgel déplore le manque d'autonomie des étudiants de l'IUE dans le choix de leur objet de recherche et la conduite de leur recherche (J. Georgel, « Séminaire 'Institutions politique' – Bilan de l'année 1976-1977 », 24 juin 1977, Archives Daalder, dossier 7.2 / 27.02).

⁴⁵ Pour des exemples, voir Raymond Polin, « De l'Institut International de Philosophie Politique – Avant-propos », *Revue européenne des sciences sociales*, 18 (52), 1980, p. 7-13.

⁴⁶ Sur l'importance des bases de données pour la science politique béhavioraliste, voir E. Hauptmann, « The Origins of Data Sharing in Mid-20th Century Social Science », communication au congrès de l'IPSA, Poznan, juillet 2016. Les développements américains décrits par E. Hauptmann se prolongent en Europe autour de l'action du European Consortium for Political Research (ECPR), dont les membres créent des « data centers » dans plusieurs sites comme Bergen, Cologne ou Strathclyde (Lettre de W. Miller à H. Daalder, 13 mars 1979, Archives Daalder, dossier 7.2 / 25.18). Pour des développements sur ce point, voir T. Boncourt, « L'internationalisation de la science politique. Une comparaison franco-britannique (1945-2010) », thèse pour le doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux, 2011.

⁴⁷ Sur l'euphémisation et la dénégation du politique, voir notamment Pierre Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988.

⁴⁸ Alors que les implications politiques du béhavioralisme sont assumés par certains représentants du courant, qui revendiquent la capacité des sciences politiques et sociales à prédire les faits sociaux et participer à l'ingénierie démocratique, elles sont mises à distance par d'autres qui mettent plutôt l'accent sur l'autonomie et la neutralité axiologique de la science. Ce sont néanmoins les potentielles applications démocratiques du béhavioralisme qui motivent son financement par les fondations philanthropiques. Voir R. Adcock, « Interpreting behavioralism », *op. cit.*

⁴⁹ « Given that the meaning attached to the term 'research' varies widely, then any attempt to provide an agreed meaning to this term is doomed to fail in such an epistemologically differentiated department. » (S. Bartolini et P. Mair, « Report on the future profile of the department of political and social sciences », 3 décembre 1979, Archives Daalder, dossier 7.2 / 27.01).

politique de l'objet « Europe ») et de *l'activité* et des *méthodes* de l'autre (recherche collaborative entre européens et comparative dans sa pratique) :

« First, it might be thought that the Institute's commitment in [the area of the study and development of the cultural and scientific heritage of Europe] can be met through the byproduct of its teaching and research in other, more well-defined areas. This would be true insofar as the Institute's activities take place in a non-national and European context. Second, one might on the other hand consider that this area involves a field of teaching and research in its own right. »⁵⁰

Les conditions de possibilité de cette hésitation autour du statut de « l'Europe » dans la structuration du département méritent que l'on s'y attarde. Elles sont en effet liées aux tergiversations des acteurs politiques quant aux missions de l'IUE. Si les statuts et discours qui accompagnent la création de l'Institut mettent l'accent sur sa mission de soutien à l'intégration communautaire, les Etats fondateurs ne sont pas tous d'accord sur le caractère exclusif de cette tâche et sur le degré de contrainte qui doit l'accompagner⁵¹. Pris entre l'ambition de faire de l'Institut un outil de légitimation politique et la volonté de lui assurer un rayonnement académique global, ils hésitent entre un pilotage fort de ses recherches et une emphase sur la liberté académique⁵². Le résultat de ces hésitations est un inégal investissement politique des différents départements : là où la Commission européenne intervient très directement dans l'agenda du département d'histoire en concluant un contrat formel avec lui, les départements de sciences politiques et sociales et d'économie semblent plus libres de définir, en interne, leurs propres priorités. La question devient alors celle de la manière dont les acteurs du département souhaitent endosser le rôle « européen » qui leur est assigné, dans un cadre relativement faiblement contraint.

Tableau 3. Synthèse des prises de position.

Tenants	Cranston, Georgel, Moulakis	Bartolini, Daalder, Di Palma, Mair, Wildenmann
Approches et méthodes	Approches juridiques, historiques et philosophiques, approche par cas	Comparaison, quantification, approche par variables
Objets	Idées, institutions	Acteurs individuels et collectifs (partis, groupes de pression, etc.), comportements politiques
Travail scientifique	Individuel	Collectif
Productions scientifiques	Monographies	Articles
Lien à la société	Normativité et lien aux praticiens	Autonomie revendiquée
Europe	Science politique de l'objet	Science politique européenne par sa

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ J.-M. Palayret, *A University for Europe...*, *op. cit.*, p. 181.

⁵² Une note préliminaire à la définition du « profil » de l'Institut indique même que ce dernier n'aura « pas pour tâche de concentrer ses recherches autour des problèmes de l'intégration européenne ou encore de les limiter à des questions intéressant le fonctionnement des communautés. » Si cette formulation est abandonnée dans des versions ultérieures, elle traduit bien les hésitations des fondateurs quant à l'objet qu'ils sont en train de créer. Voir « Avant-projet de synthèse concernant les finalités de l'action de l'Institut », HAEU, dossier EUI-2, 30 novembre 1972, no. 2074/72 (EN 75).

	« Europe »	pratique et ses méthodes
--	------------	--------------------------

Les divergences intellectuelles conduisent les deux groupes à plaider pour deux structurations différentes du département. J. Geogel et M. Cranston stigmatisent ainsi une « science politique à l'américaine » basée sur des « ordinateurs » qui devrait, de leur point de vue, faire place à l'histoire des idées prioritairement, et à une « science politique à l'européenne » – une formule qui permettrait de répondre à la mission « européenne » de l'Institut :

« Les chercheurs sont dispersés entre cinq séminaires correspondant à quatre directions : science politique à l'européenne, science politique à l'américaine, idées politiques, sociologie. [...] Avec 20 chercheurs astreints à suivre les séminaires, on ne peut pas travailler dans quatre directions de manière profitable ; on le peut d'autant moins que très rares sont ceux qui savent se servir d'un ordinateur. Il faut donc procéder à un mouvement de concentration.

Dans quels domaines ?

a) Là où notre relative pauvreté en compétence sera le moins préjudiciable, ce qui permettra à l'Institut de développer son rayonnement et de se créer une réputation qui, pour l'instant, n'existe pas.

b) Là aussi où nous serons le mieux en mesure de répondre aux espoirs fixés par la Convention, i.e. d'approfondir la culture européenne. [...]

Il n'est pas nécessaire d'être un grand expert pour se rendre compte qu'il est plus facile, moins coûteux et mieux adapté aux buts fixés par la Convention d'orienter la recherche vers l'histoire des idées, encore appelée philosophie politique. Il y a donc là, à mon sens, une priorité.

La seconde orientation du département devrait être choisie entre trois possibilités : relations internationales (jusqu'à présent négligée), science politique européenne, sociologie. »⁵³

Par contraste, H. Daalder *et al.* promeuvent une organisation du département autour de la « science politique comparative moderne », dans une configuration intégrant les branches les plus comparatives et quantitatives de la sociologie de l'époque (« macrosociologie », « sociologie de la stratification »),⁵⁴ une analyse des politiques et de la décision publiques héritée du fonctionnalisme, et une philosophie politique analytique compatible avec la logique positiviste et le formalisme mathématique qui sous-tendent leur démarche. L'Europe, ici, est écartée comme enjeu clé :

« Clearly we must avoid a sort of 'catchall' department, with the consequent risks of disciplinary heterogeneity and dispersion, and the obstacles which such a situation imposes on the development of collective research. At its present stage, therefore, the department must concentrate on and limit itself to those areas which represent the core of the political and social science disciplines and which, at the same time, are central to an Institute such as the EUI: [...]

1. Comparative politics, to involve research and training to modern comparative political science;
2. Public policy / public administration, to involve research and training in policy analysis, decision making, political administration, etc.
3. Macrosociology, oriented towards research and training on the structures and processes of modern industrial society;
4. Sociology of stratification, oriented towards research and training in the patterns of individual and collective behaviour;
5. Political theory, oriented towards research and training in the field of analytic political theory.⁵⁵ »

⁵³ Jacques Geogel, « Lettre à Athanasios Moulakis », 3 décembre 1979, Archives Daalder, Dossier 7.2 / 26.09.

⁵⁴ Sur le rôle de la sociologie de la stratification dans l'importation transatlantique des méthodes quantitatives en sociologie, voir T. Boncourt, « La science internationale comme ressource. Genèse et développement des associations européennes de sciences sociales », *Revue française de sociologie*, 57 (3), 2016, p. 529-561.

⁵⁵ S. Bartolini et P. Mair, « Report on the future profile... », *op. cit.*

La création de l'IUE et du département SPS donne ainsi naissance à un espace pratique d'interactions dans lequel s'explicitent les tensions discursives qui traversent alors l'Archive européenne. La section suivante montre comment certains de ces discours s'imposent comme dominants.

2. L'inégale force sociale des idées.

Si chaque camp cherche à emporter la conviction par des arguments logiques, les différentes prises de position ne luttent pas à armes égales sur le plan sociologique. Elles s'articulent à des réseaux, des capitaux sociaux et des répertoires d'action différents, que cette section reconstitue à travers une étude des enseignants invités au département par ses différents professeurs.

Les invités de J. Georgel sont dans leur grande majorité des juristes français (et dans une moindre mesure d'Europe du Sud) spécialistes de droit public, parfois engagés dans une carrière politique (Tableau 4), et dont les interventions sont centrées sur les institutions politiques nationales ou sur l'intégration européenne.

Tableau 4. Invités de Jacques Georgel à l'IUE (1976-1979).

Nom	Profil
Colliard Claude-Albert	Juriste, assesseur à la faculté de droit de Paris et ancien président du jury d'agrégation en droit en 1974
Cot Jean-Pierre	Juriste, Université Paris 1
Dupuis George	Juriste, Université Paris 1
Fakinos Aris	Ecrivain et journaliste grec installé à Paris depuis le coup d'Etat des Colonels (1967)
Mendès-France Pierre	Avocat de profession, ancien premier ministre français
Monnerville Gaston	Membre du Conseil constitutionnel, ancien président du Sénat français
Martinez-Currasco F.	Espagne, profession inconnue
Rabier Jacques-René	Conseiller spécial français de la Commission européenne, ancien directeur général du service de presse et d'information des Communautés européennes
Rivero Jean	Juriste, Université Paris 2
Robert Jacques	Juriste, Université Paris 2
Salgado-Zenha Francisco	Avocat de profession, ancien ministre de la justice portugais (1974-75), membre de la direction du parti socialiste et de son groupe parlementaire (1974-82)

Par contraste, les professeurs invités par M. Cranston sont caractérisés par une certaine diversité nationale (Royaume-Uni, France, Etats-Unis, Italie, Pays-Bas, Suisse, Belgique, Allemagne) et occupent tous des fonctions universitaires en science politique, philosophie, histoire des idées ou littérature (Tableau 5). Outre le séminaire annuel de M. Cranston, ces enseignants interviennent notamment dans le cadre de colloques sur « Political ideology » (1978) et « Language and politics » (1979).

Tableau 5. Invités de Maurice Cranston à l'IUE (1977-1979).

Nom	Profil
Bamborough Renford	Professeur de philosophie, St John's College, Cambridge

Berlin Isaiah	Professeur de <i>social and political theory</i> , Wolfson College, Oxford
Bobbio Norberto	Professeur de philosophie politique, Université de Turin
Cotta Sergio	Professeur de philosophe du droit, Université La Sapienza, Rome
Daudt Hans	Professeur de science politique, Université d'Amsterdam
Derrida Jacques	Ecole Normale Supérieure, Paris
Lakoff Sandor	Professeur (discipline inconnue), Santa Barbara
Letwin William	Professeur de <i>Humanities</i> , LSE, Londres
Nisbet Robert	Professeur de sociologie, Université Columbia
Oppenheim Felix	Professeur de science politique, Amherst College
Perelman Chaïm	Professeur de philosophie, Université libre de Bruxelles
Polin Claude	Professeur de philosophie sociale et politique, Sorbonne
Polin Raymond	Professeur de philosophie politique, Sorbonne
Spaemann Robert	Professeur de philosophie, Université de Munich
Starobinski Jean	Professeur de littérature française, Université de Genève
Steiner George	Critique littéraire, essayiste et professeur de littérature comparée, Genève – Cambridge
Thompson Martyn	Enseignant en philosophie, Tübingen

Les invités de H. Daalder sont également diversifiés sur le plan national et centrés sur l'Europe du nord et de l'ouest (Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, Suède, France, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suisse) et les Etats-Unis. Ils sont par ailleurs situés en science politique (Tableau 6) et interviennent notamment dans le cadre du séminaire et du colloque organisés par Daalder sur les systèmes de partis, ou dans celui du projet portant sur la « surcharge gouvernementale ».

Tableau 6. Invités de Hans Daalder à l'IUE (1976-1979).

Nom	
d'Alimonte Roberto	Enseignant en science politique, Université de Florence
Dahl Robert	Professeur de science politique, Université de Yale
Dewachter Wilfried	Professeur de science politique, Université de Louvain
Farneti Paolo	Enseignant en science politique, Université de Turin
Finer Samuel	Professeur de <i>government</i> , All Souls College, Oxford
Flora Peter	Professeur de sociologie, Université de Cologne
Kavanagh Dennis	<i>Lecturer</i> en science politique, Nuffield College, Oxford
Kerr Henry	Professeur de science politique, Université de Genève
Klingemann Hans-Dieter	Researcher, ZUMA, Mannheim
Linz Juan	Professeur de sociologie et science politique, Université de Yale
Miller Warren	Professeur de science politique, Université du Michigan
Parodi Jean-Luc	Chargé de recherche, CEVIPOF, Paris
Pedersen Mogens	Enseignant en science politique, Université d'Odense
Pesonen Pertti	Professeur de science politique, Université d'Helsinki
Polsby Nelson	Professeur de science politique, Université de Californie – Berkeley
Rokkan Stein	Professeur de science politique, Institut Michelsen, Bergen
Rose Richard	Professeur de science politique, Université de Strathclyde
Sartori Giovanni	Professeur de science politique, Université Stanford
Scharpf Fritz	Directeur de l'Internationalen Institut für Management und Verwaltung, Wissenschaftszentrum Berlin (WZB)
Schmitter Philippe	Professeur de science politique, Université de Chicago
Sidjanski Dusan	Professeur de science politique, Université de Genève
Sjoblom Gunnar	Professeur de science politique, Université de Lund
Tarrow Sidney	Professeur de <i>government and sociology</i> , Université Cornell

Valen Henry	Professeur de science politique, Université d'Oslo
Von Beyme Klaus	Professeur de science politique, Université d'Heidelberg
Wildenmann Rudolf	Professeur de science politique, ZUMA, Mannheim

Les sociologies de ces invités traduisent des différences de ressources, de stratégies et de répertoires d'action. Les invités de J. Georgel sont essentiellement liés à deux espaces : celui des institutions communautaires (incarné notamment par Jacques-René Rabier, ancien directeur du service de presse et d'information communautaire et grand artisan du programme Eurobaromètres) et celui du droit public français. Ils sont ainsi emblématiques d'un investissement à l'IUE essentiellement tourné vers le département de droit. Si J. Georgel se positionne, on l'a vu, dans les luttes internes au département SPS, c'est avec des collègues du département de droit qu'il collabore le plus étroitement, par exemple pour l'organisation de colloques. Cet investissement est non seulement cohérent avec la proximité de ses travaux au droit public, mais aussi avec son souhait de voir se développer à l'IUE des sciences sociales de l'intégration européenne. L'activité du département de droit s'inscrit en effet dans lignée de l'agenda des institutions européennes en s'orientant vers la production d'un droit communautaire.⁵⁶ C'est ainsi, par exemple, que J. Georgel s'implique avec le département de droit dans l'organisation d'un colloque sur les élections européennes (« Uniform procedures for directed elections to the European parliament », organisé en 1978).

Par contraste, les invités de M. Cranston et H. Daalder sont essentiellement issus de réseaux transnationaux préexistants. Plusieurs des invités de M. Cranston (en gras dans le Tableau 4)⁵⁷ font ainsi partie d'un réseau constitué et institutionnalisé dans l'Institut International de Philosophie Politique (IIPP), que M. Cranston préside depuis 1976⁵⁸ et qui est connecté aux réseaux de l'Association Internationale de Science Politique (IPSA)⁵⁹. Les invités de H. Daalder sont quant à eux des acteurs d'une mobilisation transnationale pour le développement et la diffusion des approches fonctionnalistes et behavioralistes et des méthodes quantitatives en science politique. Ils occupent d'ailleurs des positions centrales dans ces réseaux – notamment S. Rokkan, P. Pesonen, G. Sartori, S. Finer, W. Miller, R. Dahl ou J. Linz (Tableau 7, et Figure 1 pour une visualisation).

Cette centralité traduit l'investissement particulièrement intense du département SPS par H. Daalder et ses réseaux. Là où les invités de M. Cranston interviennent dans des séminaires et colloques, ceux de H. Daalder s'insèrent dans une entreprise d'une autre ampleur. Ils arrivent en effet le département au réseau d'organisations professionnelles et politiques qui parrainent la diffusion transnationale des approches fonctionnalistes et behavioralistes, dans le cadre de la Guerre froide intellectuelle⁶⁰. Cet arrimage est formalisé par l'adhésion, en 1976 et sur

⁵⁶ A. Cohen, « La structuration atlantique... », *op. cit.*

⁵⁷ Voir notamment R. Polin, « De l'Institut International... », *op. cit.* La liste de l'ensemble des membres de l'IIPP n'ayant pu être intégralement reconstituée à ce stade, il est possible que d'autres invités de Cranston aient également appartenu à l'IIPP.

⁵⁸ L'Institut est créé en 1953 à la Sorbonne par George Davy (président), Boris Mirkine-Guetzévitch (vice-président exécutif) et R. Polin (secrétaire général) (« Foundation of the Institut International de Philosophie Politique », *International Social Science Bulletin*, 5 (4), 1953, p. 856-857).

⁵⁹ Carl Friedrich, membre fondateur de l'IIPP, est ainsi membre du comité exécutif de l'IPSA de 1964 à 1973. Raymond Aron (membre fondateur de l'IPSA et de l'IIPP, et membre un temps de du comité exécutif de l'Association Internationale de Sociologie) et Karl Deutsch (membre du comité de l'IPSA de 1970 à 1976 et membre de l'IIPP).

⁶⁰ La diffusion américaine et transnationale du behaviorisme fait alors l'objet d'un financement actif de la part de programmes gouvernementaux américains, de fondations philanthropiques (Ford, Rockefeller) et de *think tanks* (RAND Corporation) dans l'optique de consolider les liens intellectuels entre les aux Etats-Unis et leurs alliés et de contenir, corrélativement, l'influence du communisme. Pour des précisions sur ce point, voir

initiative de H. Daalder, du département SPS au European Consortium for Political Research (ECPR) (Encadré 1 et Figure 2). Si ces réseaux sont pourvoyeurs de capital social et symbolique, ils donnent aussi et surtout accès à des ressources financières et intellectuelles. Les fondations Volkswagen et Ford (via l'ECPR pour cette dernière) financent ainsi l'organisation d'une école d'été annuelle en politique comparée à l'IUE à partir de 1979, où enseignent plusieurs membres de ces réseaux. Ils sponsorisent aussi les projets de recherche transnationaux initiés par H. Daalder, notamment sur les systèmes de partis européens (1978), et financent ainsi l'invitation de professeurs. Ils facilitent enfin, via l'ICPSR américain, l'accès à des bases de données et à des personnels à même d'enseigner les méthodes quantitatives et les manipulations informatiques à l'IUE.⁶¹

En pourvoyant des ressources de natures diverses, ces réseaux transnationaux permettent ainsi à H. Daalder de saturer le département d'initiatives et, partant, de peser dans les luttes internes. La capacité à mobiliser des membres particulièrement centraux dans ces réseaux a en outre des effets propres. Lorsque H. Daalder entreprend, en 1979, de pousser pour le recrutement comme professeur de R. Wildenmann, il le fait en se prévalant – avec succès – des lettres de recommandations de S. Rokkan, K. Deutsch et W. Miller, témoignant ainsi du poids symbolique de ces acteurs⁶². Lorsqu'il cherche d'autres recrues potentielles pour le département, il le fait en sollicitant par écrit l'avis des membres de ses réseaux⁶³. En suggérant de nombreux noms d'universitaires intellectuellement compatibles et disponibles, ces derniers témoignent de leur capital social et de leur capacité à mobiliser leurs alliés.

Les stratégies différenciées des trois professeurs à l'égard du département SPS, l'activité parallèle d'autres départements de l'IUE et la dynamique de mobilisation transnationale pour la promotion du béhavioralisme permettent de comprendre que ce soient les positions défendues par H. Daalder, P. Mair, S. Bartolini, etc., qui s'imposent finalement dans les débats internes. Cette dynamique n'est pas propre au département SPS : à la même époque et sous l'influence de processus de diffusion transnationale similaires, d'autres départements européens (parmi lesquels Essex, Mannheim, Leiden, etc.) deviennent des terrains d'élection pour ces approches. La section suivante décrit donc les conséquences de ce processus à un niveau local (pour le département SPS) et plus global (pour les études européennes).

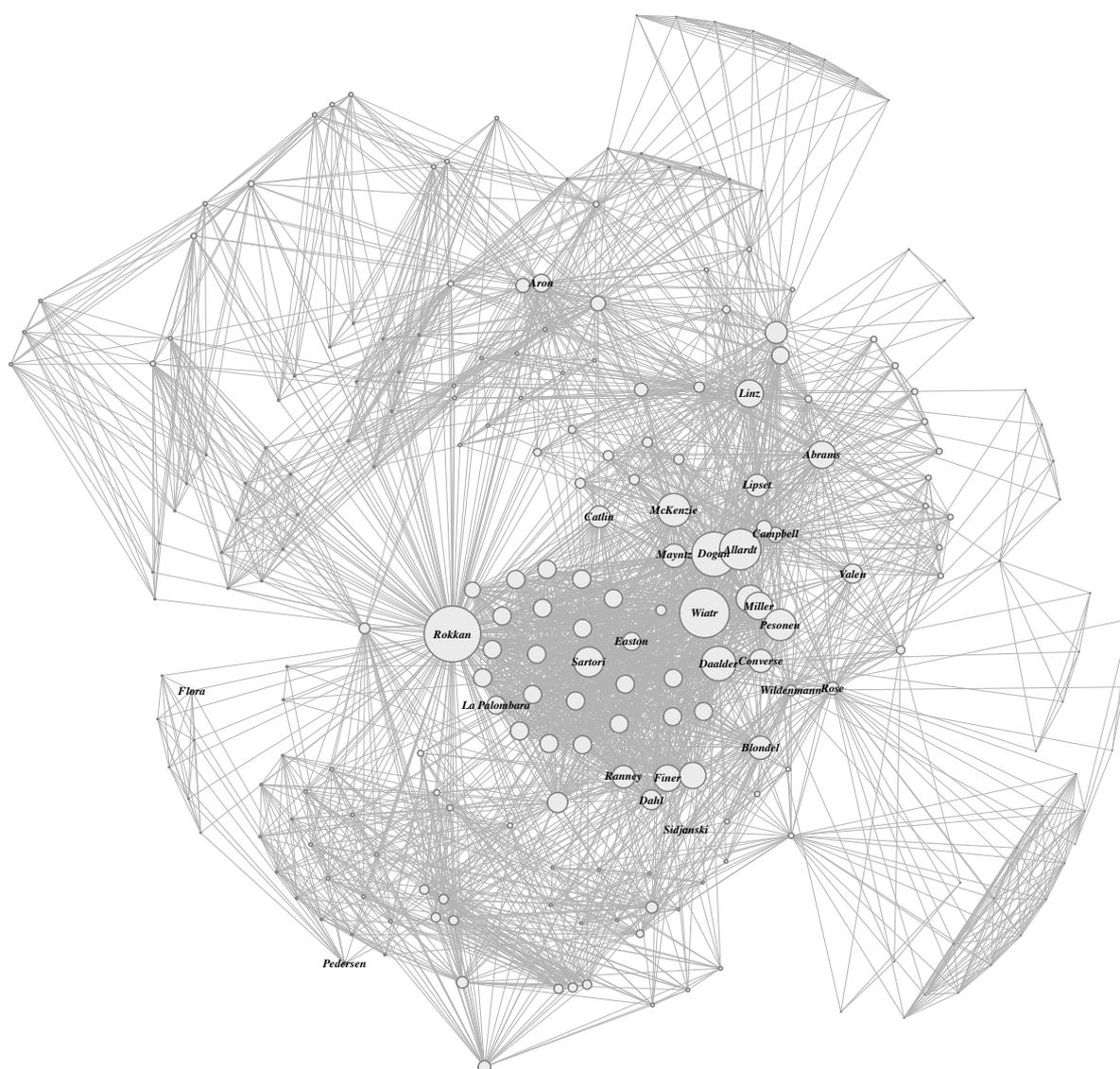
notamment S. M. Amadae, *Rationalizing Capitalist Democracy. The Cold War Origins of Rational Choice Liberalism*, Chicago, University of Chicago Press.

⁶¹ Lettre de W. Miller à H. Daalder, 13 mars 1979, Archives Daalder, dossier 7.2 / 25.18.

⁶² Lettre de H. Daalder au conseil académique de l'IUE, 11 mai 1979, Archives Daalder, dossier 7.2 / 25.18.

⁶³ Lettre collective de H. Daalder, 13 février 1977, Archives Daalder, dossier 7.2 / 25.18.

Figure 1. Représentation graphique des réseaux fonctionnalistes et behavioralistes transnationaux (1976).



Note de construction et de lecture

Ce réseau, qui contient 240 noeuds et 2753 liens, a été reconstitué sur la base des listes de participants aux colloques et congrès des « comités » et projets de recherche béhavioralistes (CPB, CCP, CPS, SED) et des membres des comités exécutifs des associations professionnelles transnationales (IPSA, ISA, ECPR) et d'organes de financement (ISSC) sur la période 1960-1976. La représentation, réalisée sous R (igraph) repose sur l'algorithme de Kamada-Kawai.

La taille des noeuds est proportionnelle à leur centralité spectrale. Les noms indiqués correspondent aux individus les plus centraux, ainsi qu'à plusieurs invités au département SPS. Les liens ont une épaisseur proportionnelle à la fréquence des contacts entre les individus concernés.

La représentation fait clairement apparaître la centralité de Stein Rokkan, ainsi que de plusieurs autres invités (e.g. M. Miller, P. Pesonen, G. Sartori, R. Dahl) dans le réseau. La génération suivante (H.-D. Klingemann, M. Pedersen) est plus périphérique. Des positions centrales sont par ailleurs occupées par des acteurs multipositionnés dans les organisations professionnelles transnationales, mais qui ne passent pas par l'IUE (e.g. Jerzy Wiatr).

Tableau 7. Centralité dans les réseaux fonctionnalistes et béhavioralistes transnationaux de H. Daalder et de ses invités (240 noeuds, 2753 liens).

	Centralité spectrale		Centralité d'intermédiarité		Centralité de proximité	
	Valeur	Rang	Valeur*10 ²	Rang	Valeur*10 ³	Rang
Rokkan Stein	1,00	1	35,5	1	2,7	1
Daalder Hans	0,62	5	3,2	8	2,1	10
Pesonen Pertti	0,56	7	1,3	25	2,1	18
Sartori Giovanni	0,53	8	2,8	10	2,1	16
Miller Warren	0,49	9	0,5	45	2,0	49
Linz Juan	0,49	11	5,8	4	2,1	14
Finer Samuel	0,47	13	0,8	34	2,0	55
Dahl Robert	0,35	23	0,4	56	1,9	82
Valen Henry	0,34	24	0,6	42	1,9	65
Rose Richard	0,22	55	9,6	2	2,2	3
Wildenmann Rudolf	0,19	60	4,4	5	2,1	9
Von Beyme Klaus	0,09	101	0,4	50	1,9	69
Sidjanski Dusan	0,08	103	0,1	148	1,9	72
Pedersen Mogens	0,06	122	0,1	93	1,6	185
Scharpf Fritz	0,05	143	0,1	195	1,9	85
Klingemann Hans-Dieter	0,02	194	0,4	49	1,7	157
Flora Peter	0,02	199	0,1	163	1,7	170

Note de lecture

Les trois variables correspondent à trois types de centralité,⁶⁴ et donc à trois types de capitaux sociaux. Il est ainsi possible d'être « central » du point de vue d'une variable tout en étant plus marginal du point de vue d'une autre. Pour faciliter la lecture, on a grisé les individus appartenant aux « top 30 » des membres les plus centraux du réseau du point de vue des différentes variables. La centralité

⁶⁴ Pour une synthèse sur la centralité, voir Nacim Fateh Chikhi, « Calcul de centralité et identification de structures de communautés dans les graphes de documents », Thèse pour le doctorat en mathématiques – intelligence artificielle, Université Toulouse III, 2010, p. 20-25.

spectrale (*eigencentrality*), normalisée sur une échelle de 0 à 1, est la plus élevée pour les membres du réseau connectés à un grand nombre d'autres membres eux-mêmes bien connectés. Elle valorise ainsi les individus qui ont un « gros carnet d'adresses ». La centralité d'intermédiation, ici ramenée à une échelle de 0 à 100, est la plus élevée pour les individus qui constituent des « passages obligés » pour passer d'une partie du réseau à une autre. Elle valorise ainsi les individus qui ont une capacité de contrôle de la circulation de l'information entre les différents groupes qui constituent le réseau. La centralité de proximité est la plus élevée pour les individus qui ont une faible distance à parcourir pour accéder aux autres membres du réseau. Cela correspond à l'idée qu'un acteur est plus important lorsqu'il peut contacter les autres membres du réseau directement plutôt que via une série d'intermédiaires.

Encadré 1. Une mobilisation transnationale pour la diffusion de paradigmes.

Par l'adhésion de l'IUE à l'ECPR et ses choix de professeurs invités, Daalder arrime le département SPS à un réseau transnational déjà bien constitué de promotion d'approches fonctionnalistes et behavioralistes⁶⁵. Ce réseau (60 liens, 22 nœuds) s'est constitué en plusieurs étapes, représentées dans les Figures 2a, 2b, 2c et 2d.

2a (1959) – A la fin des années 1940, l'UNESCO (et, à partir de 1952, son émanation l'International Social Science Council – ISSC) finance la création et le développement d'associations internationales de sciences sociales, notamment en science politique (IPSA) et sociologie (ISA).⁶⁶ Parallèlement, les fondations philanthropiques et le Social Science Research Council (SSRC) américains investissent massivement dans le développement du behaviorisme aux Etats-Unis et financent la création de deux comités (le Committee on Political Behaviour – CPB, et le Committee on Comparative Politics – CCP) et de plusieurs centres de recherche centrés sur ces questions (notamment le Survey Research Center, à l'Université du Michigan, Ann Arbor).⁶⁷ Ces développements internationaux et américains sont d'abord largement parallèles.

2b (1965) – Le Committee on Political Sociology (CPS) fondé par Stein Rokkan sous l'égide de l'IPSA et l'ISA, et le projet « Smaller European Democracies » (SED) lancé par S. Rokkan, H. Daalder, Robert Dahl et Val Lorwin, créent de premières passerelles pour la diffusion transatlantique de ces approches.⁶⁸ Stein Rokkan, acteur clé de cette diffusion, appartient par ailleurs simultanément aux comités exécutifs de l'ISA et de l'IPSA, au CPB et au CCP. Parallèlement, les fondations philanthropiques américaines (notamment la Fondation Ford) financent les mobilités de chercheurs européens dans des universités américaines comportant des programmes behavioralistes.⁶⁹

2c (1970) – Des chercheurs européens ainsi socialisés au fonctionnalisme et au behaviorisme (H. Daalder, Rudolf Wildenmann, Jean Blondel, S. Rokkan, Richard Rose, etc.) se mobilisent pour leur promotion sur le continent. Ils lancent successivement l'école d'été d'Essex, dédiée à la formation aux méthodes quantitatives en sciences sociales (1968) et le European Consortium for Political Research, organisation professionnelle tournée vers la diffusion de ces approches en Europe (1970). Ils bénéficient notamment du soutien de la Fondation Ford et de l'UNESCO (soutien facilité par l'appartenance de S. Rokkan et d'autres tenants de ces approches à l'ISSC).⁷⁰

2d (1979) – H. Daalder utilise sa position à l'IUE nouvellement créé (1976) pour la promotion de ces approches. Il fait adhérer l'IUE à l'ECPR et lance un projet de recherche transnational sur les systèmes partisans européens (1977) et une nouvelle école d'été à Florence dédiée à la politique comparée (1979). La fondation Volkswagen, déjà pourvoyeuse de fonds pour le SED, finance activement ces différentes initiatives, ainsi que l'ECPR lui-même. Ces activités bénéficient également, via l'ICPSR et l'ECPR, du soutien de la Fondation Ford.

⁶⁵ Sur l'articulation intellectuelle et sociale entre ces deux paradigmes, voir F. Roa Bastos, « Des partis paradigmatiques... », *op. cit.*

⁶⁶ T. Boncourt, « L'internationalisation... », *op. cit.*

⁶⁷ Par souci de simplification, tous les centres de recherche américains concernés ne sont pas représentés ici. Pour des exemples et notamment le cas de l'Université de Californie – Berkeley, voir E. Hauptmann, « The Ford Foundation... », *op. cit.* Pour d'autres détails sur les développements américains de cette phase, voir aussi R. Adcock, « Interpreting behavioralism... », *op. cit.* ; E. Hauptmann, « Propagandists... », *op. cit.*

⁶⁸ H. Daalder, *Comparative European politics*, *op. cit.* et Richard Rose, *Learning about politics in time and space*, Colchester, ECPR Press, 2014.

⁶⁹ T. Boncourt, « The transnational circulation of scientific ideas. Importing behavioralism in European political science (1950-1970) », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 51 (2), 2015, p. 195-215.

⁷⁰ *Ibid.*

Figure 2. Réseau des organisations et réseaux engagés dans la promotion du fonctionnalisme et du comportementalisme en science politique (1950-1980).

Légende

ECPR	Organisations professionnelles et institutions académiques
CCP	Réseaux académiques moins institutionnalisés (comités et projets de recherche, écoles d'été)
ISSC	Sources de financements (fondations philanthropiques, agences publiques, organisations internationales)
—→	Flux financiers
- - - - -	Membres communs

Liste des sigles

CCP	Committee on Comparative Politics (comité fondé en 1954 dans le cadre du SSRC)
CPB	Committee on Political Behaviour (comité fondé en 1952 dans le cadre du SSRC)
CPS	Committee on Political Sociology (comité fondé en 1960 dans le cadre de l'IPSA et l'ISA)
ESS	Essex Summer School (première édition en 1968 à l'Université d'Essex)
ECPR	European Consortium for Political Research (fondé en 1970 à l'Université d'Essex)
EUI	European University Institute (ouvert en 1960 à Florence)
ICPSR	Inter-university Consortium for Political Science Research (fondé en 1962 à Ann Arbor)
IPSA	International Political Science Association (créée en 1949 sous l'égide de l'UNESCO)
ISA	International Sociological Association (créée en 1949 sous l'égide de l'UNESCO)
ISSC	International Social Science Council (émanation de l'UNESCO)
NDEA	National Defense Education Act (programme américain lancé en 1958)
RCEPS	Recent Changes in European Party Systems (lancé par Daalder et Wildenmann en 1977)
SED	Smaller European Democracies project (lancé en 1961 par Daalder, Dahl, Rokkan, Lorwin)
SRC	Social Research Center (implanté en 1946 à l'Université du Michigan, Ann Arbor)
SSCEP	Summer School in Comparative European Politics (lancée par Daalder en 1979 à l'IUE)
SSRC	Social Science Research Council (créé en 1923)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Note de construction

Le graphique a été construit sur la base des flux financiers et des interrelations qui lient les différentes organisations. Les flux financiers correspondent aux bourses et aux soutiens matériels et logistiques dont les traces ont pu être trouvées dans les fonds d'archives consultés ou dans des sources secondaires citées dans l'Encadré 1. Les interrelations ont été établies sur la base des membres communs aux organisations concernées. On a considéré comme membres des différentes institutions les membres de leurs organes directeurs et leurs participants constants. Un membre du CPB ponctuellement présent à un congrès de l'IPSA n'a ainsi pas suffi à construire un lien entre CCP et IPSA. En revanche, l'appartenance simultanée de S. Rokkan au CPB et au comité exécutif de l'ISA a constitué un lien.

Ce réseau se veut complet : tous les espaces transnationaux moteurs du processus de diffusion y sont représentés. On a néanmoins exclu de la représentation, par souci de simplification, les organisations qui, tout en étant connectées à ces espaces transnationaux, jouent un rôle principalement national dans le processus. L'American Political Science Association (APSA), nettement contrôlée par les réseaux fonctionnalistes et comportementalistes entre 1965 et 1980, en est un exemple : se succèdent à sa présidence Gabriel Almond, membre du CCP (1965-66), Robert Dahl, membre du CPS et du CPB et co-initiateur du SED (1966-67), Karl Deutsch, membre du CPS et du comité exécutif de l'IPSA (1969-70), Heinz Eulau, membre du CPS (1971-72), Austin Ranney, membre du CPS (1974-75) puis, plus tard, Warren Miller, acteur clé du développement du pôle de Michigan (1979-80). Il en va de même pour une revue comme le *British Journal of Political Science* (créé en 1971), qui contribue à la fixation des réseaux spécifiquement britanniques de cette entreprise.

Figure 2a. La structuration américaine (1959).

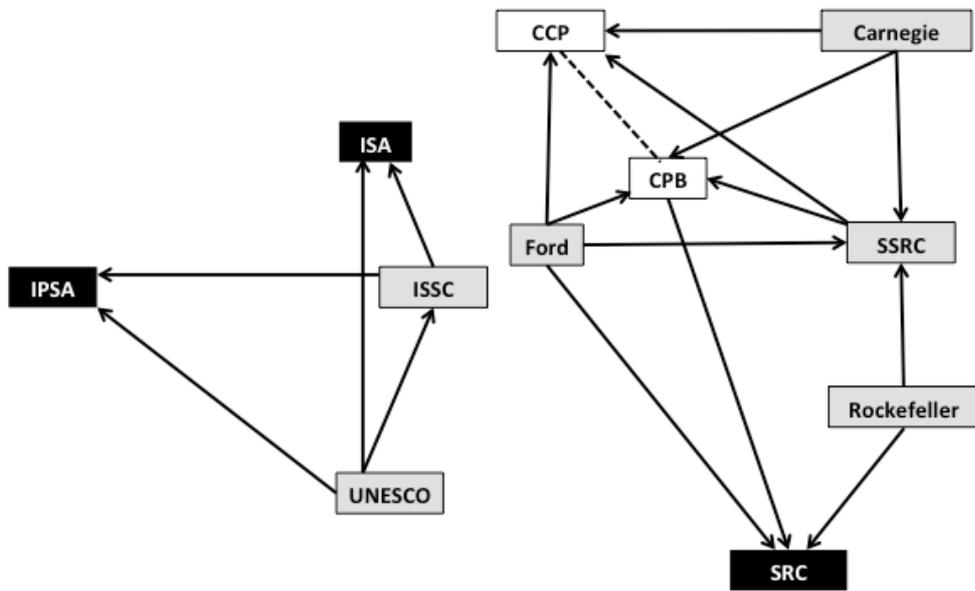


Figure 2b. La diffusion transatlantique (1965).

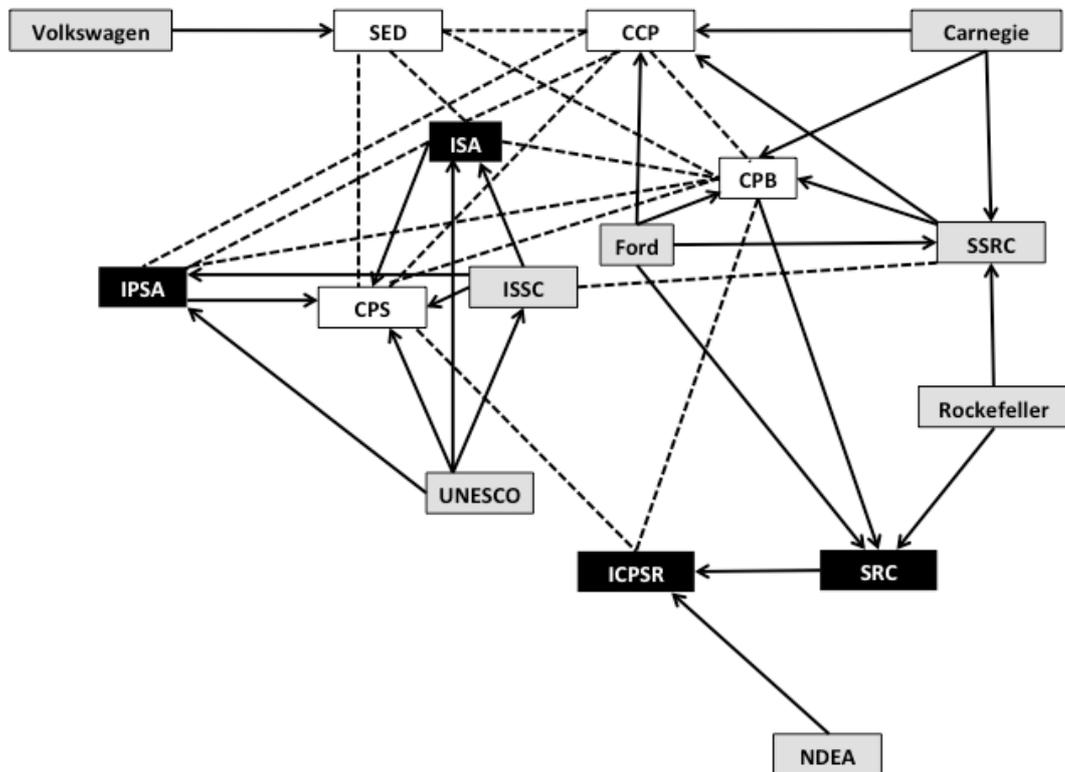


Figure 2c. Première étape de la structuration européenne (1970).

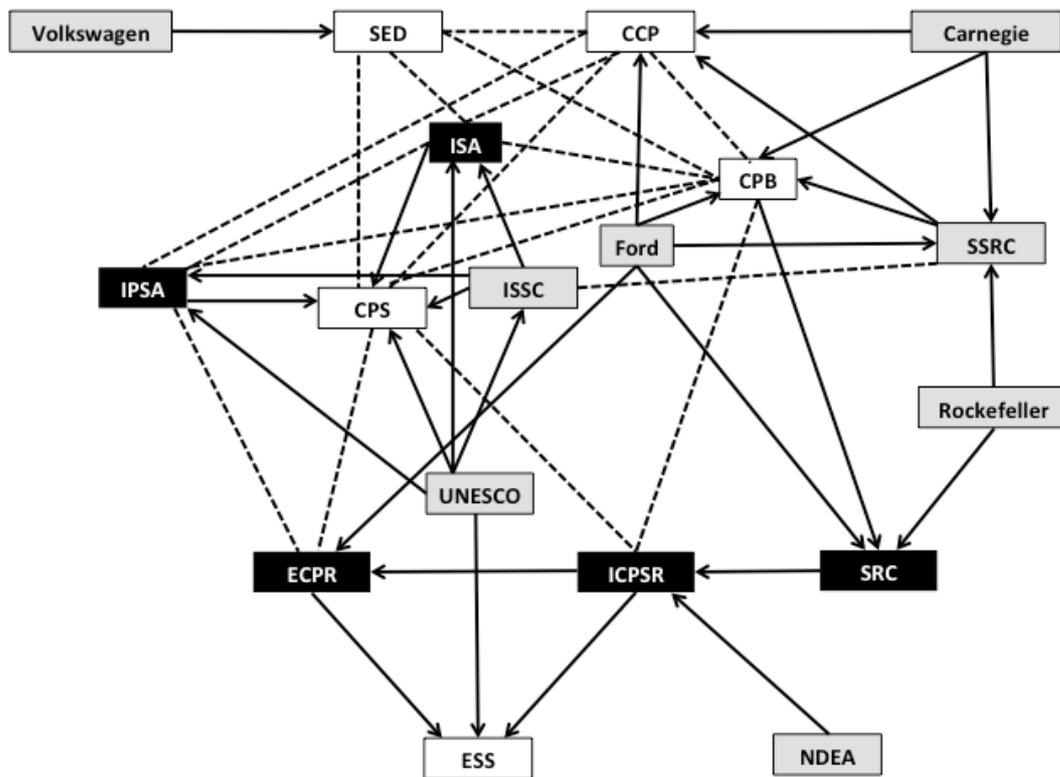
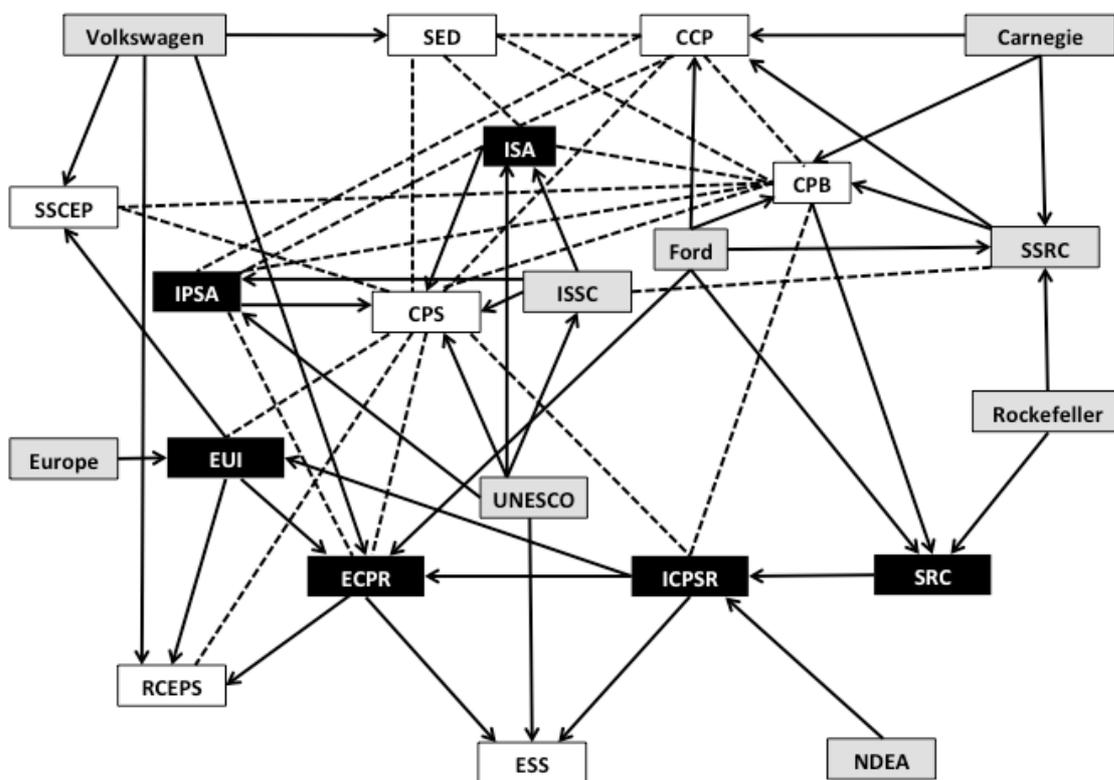


Figure 2d. Deuxième étape de la structuration européenne (1979).



3. Reproduction d'un groupe paradigmatique et effets en retour sur l'Archive européenne.

Les recrutements successifs montrent que c'est la configuration proposée par H. Daalder, P. Mair et S. Bartolini qui s'impose durablement au département. Sur la période 1979-1986 (Tableau 1), les domaines représentés en SPS incluent une science politique behavioriste des partis, des groupes de pression, des élites et des comportements politiques (R. Wildenmann, Ian Budge, Philippe Schmitter, Jean-Gustave Padioleau⁷¹ et Jean Blondel, qui succède à I. Budge en 1985), une « macrosociologie » articulée à l'analyse des politiques publiques et intellectuellement proche des approches rokkaniennes (Peter Flora, Bernd Marin) et une philosophie politique analytique connectée au behaviorisme (Brian Barry, qui succède à A. Moulakis en 1986). Les recrutements de ces différents professeurs portent la marque des réseaux présentés plus haut : plusieurs d'entre eux occupent la présidence ou la direction de l'ECPR (R. Wildenmann, I. Budge, J. Blondel) ; B. Barry est professeur à l'Université d'Essex, siège du Consortium, et co-fondateur du *British Journal of Political Science* ; B. Marin et P. Flora travaillent respectivement avec Renate Mayntz⁷² et S. Rokkan, qui sont eux-mêmes centraux dans ces réseaux et recommandent leur candidature.⁷³ Le behaviorisme, les méthodes statistiques et le formalisme mathématique acquièrent ainsi un poids important et durable au département. Plus encore que ce paradigme,⁷⁴ ce sont surtout deux conceptions de la science politique qui s'imposent comme dominantes.

La première est une conception collective et transnationale de la recherche, structurée par la compilation de grandes bases de données et la conduite de projets collaboratifs. A la suite de l'école d'été et des projets menés par H. Daalder (notamment le projet RCEPS), ses successeurs R. Wildenmann (projet RCEPS) et I. Budge (*Party manifesto project*) adossent leur activité au département à de grands projets transnationaux d'étude des partis politiques. P. Flora fait également de son passage à l'IUE une plateforme pour le développement de projets collectifs agrégeant des chercheurs extérieurs et des doctorants locaux, à l'image du projet HIWED ("Historical Indicators of West European Democracies").⁷⁵ Vincent Wright, plus sceptique à l'égard de ce type de démarche, décrit également son passage par le département SPS comme la période de sa conversion à la recherche collective transnationale.

⁷¹ En 1981, les membres du département souhaitaient le recrutement d'un universitaire français, pour pallier au départ de J. Georgel. Si le choix se porte finalement sur J.-G. Padioleau, d'autres représentants de l'individualisme méthodologique français, François Bourricaud et Raymond Boudon, ont également été sondés (Lettre de H. Daalder à S. Rokkan, 3 mai 1979, Archives Daalder, dossier 8 / 53.11). R. Boudon entretient par ailleurs d'autres liens avec le département, où il est invité en 1981 (« Projet de compte-rendu de la 68^{ème} réunion du conseil académique, session restreinte du 19 juin 1980 », HAEU, dossier 746, 10 septembre 1980).

⁷² R. Mayntz est la seule femme dans les réseaux transnationaux représentés dans la Figure 1. Cette exclusion des femmes, quasi institutionnalisée (voir le programme du congrès de l'IPSA de Genève en 1964 qui prévoit, aux côtés des sessions académiques, un programme pour les « loisirs des dames » incluant « visite de la vieille ville » et « excursion à la campagne ») mériterait sa propre sociologie historique, complémentaire des travaux contemporains sur le « plafond de verre académique » (e.g. Mareva Sabatier, « Do female researchers face a glass ceiling in France? A hazard model of promotions », *Applied Economics*, 42, 2010, p. 2053-2062).

⁷³ Lettre de S. Rokkan à H. Daalder, 3 avril 1978, Archives Daalder, dossier 18 / 54.03. P. Flora, ancien de Mannheim, sera par ailleurs président du CPS de 1987 à 1993.

⁷⁴ Behaviorisme et macrosociologie ne sont pas à proprement parler hégémoniques au département avant 1982. Vincent Wright, nommé au département de 1980 à 1982, est cependant le seul professeur SPS de la période à ne pas s'inscrire dans ces perspectives de recherche.

⁷⁵ P. Flora *et al.*, *State, economy and society in Western Europe 1815-1975. A data handbook in two volumes*, Londres, Macmillan Press, 1983.

Il codirige ainsi avec Yves Mény (professeur au département de droit, 1979-1983) un projet sur les relations centre-périphérie en Europe de l'ouest.⁷⁶

Le second point d'accord se forme autour du mode de raisonnement comparatif, basé sur une approche par les variables. Les travaux de P. Flora sont emblématiques de cette approche. Fondés sur le modèle des cartes conceptuelles rokkaniennes, ils cherchent à collecter des données sur de grandes variables agrégées décrivant les caractéristiques politiques (élections, gouvernements, recettes et dépenses publiques, personnels militaires, etc.), démographiques et économiques (croissance de la population, structures des familles, répartition des revenus, urbanisation, croissance économique, syndicats, etc.) des Etats européens, afin notamment d'établir un modèle d'explication de la structure des Etats providence. Ils font en cela écho aux projets sur les partis mis en œuvre par H. Daalder, R. Wildenmann et I. Budge. V. Wright s'inscrit également progressivement dans cette ambition comparative : originellement spécialiste de la France, il est co-fondateur et co-directeur d'une revue comparative dans son ambition (*West European Politics*, 1978) et initie des comparaisons franco-britanniques dans ses propres travaux.⁷⁷

Le département SPS est ainsi dominé, au milieu des années 1980, par un paradigme et un *habitus* scientifiques identifiables. Cette prise de contrôle constitue le département en un pôle de reproduction pour ce type de sciences sociales, aux côtés d'autres universités (e.g. Essex, Cologne, Constance, Mannheim, Michigan, etc.). Cette reproduction va de pair avec une diversification, voire des divergences. De nombreux professeurs qui se succèdent au département à partir du milieu des années 1980 sont ainsi représentatifs de différentes évolutions paradigmatiques du béhavioralisme. Parmi elles la comparaison internationale des partis et élites politiques (S. Bartolini, J. Blondel, P. Mair) mais aussi des travaux de plus en plus informés par le choix rationnel, la théorie formelle des jeux et les analyses de régression sophistiquées : la modélisation des comportements électoraux (Maurizio Cotta, Mark Franklin, Hanspeter Kriesi, Alexander Trechsel), la sociologie quantitative de la stratification et des mobilités sociales (Fabrizio Bernardi, Hans-Peter Blossfeld, Richard Breen, Jaap Dronkers, Martin Kohli, Yossi Shavit) et le néo-institutionnalisme du choix rationnel (Adrienne Héritier, Mark Pollack, Sven Steinmo). Malgré cette diversité interne et la représentation d'autres paradigmes au département⁷⁸, ce dernier contribue globalement à diffuser des postulats théoriques (l'individualisme méthodologique, la rationalité des acteurs), des options méthodologiques (la comparaison internationale, le raisonnement par variables, les théories formelles et les analyses statistiques poussées, notamment de régression) mais aussi un *habitus* de recherche (collectif et transnational). Il participe à la production de « dispositions scientifiques internationalisées » et d'un « style de recherche [...] dénominateur commun de la plupart des productions scientifiques diffusées à l'échelle internationale ».⁷⁹

⁷⁶ Pour le produit de ce projet, voir Yves Mény et V. Wright, *Centre-Periphery Relations in Western Europe*. Londres, Allen & Unwin, 1985. Sur les années de V. Wright à l'IUE à sa conversion progressive à la comparaison et à la recherche collective, voir V. Wright, « The Path to Hesitant Comparison », dans H. Daalder (dir.), *Comparative European politics...*, *op. cit.*, p. 169-170.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Si ces courants dominant SPS, ils côtoient à mesure de la croissance et des besoins d'encadrement du département d'autres objets de recherche et mouvances théoriques : les relations internationales (F. V. Kratochwil, P. Vennesson), la *social theory* (S. Lukes, P. Wagner) et la sociologie politique comparée des migrations (R. Bauböck, V. Guinaudon).

⁷⁹ Ioana Popa, « La structuration internationale des études européennes : un espace scientifique dissymétrique », dans Didier Georgakakis et Marine de Lassalle (dir.), *La 'nouvelle gouvernance européenne'. Genèses et usages politiques d'un livre blanc*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, p. 148.

L'histoire de la conquête du département SPS par les tenants du béhavioralisme a des effets importants pour la structuration de l'Archive européenne. Ces effets peuvent sembler paradoxaux, dans la mesure où les travaux qui s'imposent au département à la fin des années 1970 sont loin de placer l'intégration européenne au cœur de leurs préoccupations. On voudrait cependant montrer que des développements ultérieurs font évoluer le rapport des chercheurs concernés à cet objet de recherche. Un tournant s'opère en effet au début des années 1990. A la suite du traité de Maastricht et de la concentration croissante de compétences à Bruxelles, plusieurs tenants du béhavioralisme et du choix rationnel investissent l'objet UE :

« The substantial transfer of authority and political activity from the 'Single Market 1992' initiative, monetary union, and their concomitant institutional upgrades attracted a new group of social scientists to EU studies: Comparativists who had specialized in domestic European politics found the EU intruding into their national bailiwicks and also found that the EU itself had developed robust institutions that could be compared to national cases. »⁸⁰

En rupture avec les « grandes théories » forgées par les relations internationales qui dominant alors les études européennes (fonctionnalisme, réalisme, etc.),⁸¹ ces auteurs proposent d'appliquer les cadres théoriques de « leur » science politique à l'étude des institutions de l'UE.⁸² Cette inflexion est notamment tangible chez les premières générations de professeurs de SPS. P. Schmitter prolonge ainsi son modèle d'étude des groupes d'intérêts pour avancer l'idée de l'émergence d'un « euro-pluralisme » émaillé d'ilots « d'euro-corporatisme » au niveau communautaire.⁸³ De même, S. Bartolini applique une grille d'analyse rokkanienne à l'étude des institutions européennes pour conclure à leur faiblesse structurelle par rapport au cadre national.⁸⁴

Mais c'est surtout dans des générations plus récentes, doctorants au département SPS au cours des années 1990 et 2000, que cet investissement se fait le plus tangible. Ces auteurs, fortement influencés par les théories du choix rationnel et formés aux techniques de régression sophistiquées, postulent la formation d'une « *polity* » spécifique au niveau européen. Ils revendiquent dès lors l'ambition d'étudier l'Europe avec les outils appliqués au niveau national, et de faire des « *European politics* » un domaine de recherche proche, dans ses contenus et ses méthodes, des « *American politics* » qui dominant les sciences politiques américaines. Simon Hix consacre ainsi sa thèse à l'étude des fédérations partisanes européennes, David Coen aux représentants d'intérêts européens, Yannis Karagiannis aux politiques publiques européennes, etc.⁸⁵ Loin d'être isolées, ces initiatives font école et se

⁸⁰ Craig Parsons, compte-rendu de l'ouvrage d'A. Héritier « Explaining institutional change in Europe », *Comparative Political Studies*, 43 (6), 2010, p. 792.

⁸¹ Gerald Schneider, Matthew Gabel et Simon Hix, « *European Union Politics* Editorial Statement », *European Union Politics*, 1 (1), 2000, p. 5-8 ; B. Rosamond, *Theories of European Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, 2000, p. 158-163.

⁸² P. Schmitter, « Examining the Present Euro-Polity with the Help of Past Theories », dans Gary Marks, Fritz Scharpf, P. Schmitter et Wolfgang Streeck (dir.), *Governance in the European Union*, Londres, Sage, 1996, p. 1-14 ; voir aussi B. Rosamond, « The political sciences of European integration: disciplinary history and EU studies », Communication à la conférence de la European Union Studies Association (EUSA), Montréal, 17-19 mai 2007, p. 24.

⁸³ Franz Traxler et P. Schmitter, « The Emerging Euro-Polity and Organized Interests », *European Journal of International Relations*, 1 (2), 1995, p. 191-218.

⁸⁴ S. Bartolini, *Restructuring Europe: Centre formation, system building, and political structuring between the nation state and the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

⁸⁵ S. Hix, « Political Parties in the European Union System: A 'Comparative Politics Approach' to the Development of the Party Federations », Thèse pour le doctorat de l'IUE, 1995 ; D. Coen, « The large firm as a political actor in the European Union : an empirical study of the behaviour and logic », Thèse pour le doctorat de

traduisent par la création de la revue *European Union Politics* (2000), dominée par des approches « rationalistes *mainstream* », formelles et statistiques de l'Union Européenne.⁸⁶ La théorie des jeux (G. Tsebelis), les approches *principal-agent* (M. Pollack), les théories de la rationalité de l'électeur (M. Gabel) et l'évaluation de la saillance des enjeux (H. Klüver) font ainsi partie des outils mobilisés pour appréhender l'intégration européenne et ses limites. Autour de cette entreprise éditoriale et intellectuelle se structurent des réseaux transnationaux qui, de manière significative, sont transatlantiques et réunissent plusieurs lieux historiques de diffusion du béhavioralisme (Essex, Leiden, Mannheim, Michigan, etc.).

Ces évolutions ne s'arrêtent pas à la stricte analyse de l'intégration européenne. Certains des tenants de ces approches prennent en effet position dans le débat public en formulant des critiques de l'UE.⁸⁷ De la même manière que ces auteurs analysent l'UE à partir des outils qu'ils ont développés pour l'étude de cas nationaux, ils évaluent les institutions européennes à l'aune des critères forgés par la théorie politique béhavioraliste pour juger de la « qualité » des systèmes politiques nationaux.⁸⁸ Leur critique se centre ainsi sur l'identification d'un « déficit démocratique » de l'UE⁸⁹ qu'ils imputent au caractère imparfait de la compétition politique européenne. Cette dernière est présentée comme souffrant d'un manque de pluralisme (faiblesse des partis politiques et du Parlement européens ; absence d'une opposition structurée à la Commission ; imparfaite représentation des intérêts par les *lobbies*), de clarté (faible « saillance » des enjeux électoraux spécifiquement européens ; insuffisante responsabilisation –*accountability*– de représentants dont les actions sont difficiles à tracer) et d'assise populaire (faible « confiance politique » –*political trust*– dans les institutions européennes). Pour ces auteurs, remédier à ce déficit doit passer par des réformes institutionnelles incluant, par exemple, la tenue de référendums européens, la réforme du fonctionnement du Parlement, l'encadrement de l'accès des groupes d'intérêt à la Commission, la transparence des délibérations et décisions, etc.

L'étude de la portée politique de ces prises de position reste à faire et déborde le cadre de cet article. Leur existence permet néanmoins de mesurer l'ampleur de l'inflexion qui s'est opérée dans le rapport d'une branche de la science politique à l'étude de l'intégration européenne. Un ensemble paradigmatique qui, à l'origine, était déconnecté de cet objet informe maintenant une production substantielle de travaux et de prises de position sur l'UE. Sans présumer du caractère plus ou moins centraux de ses savoirs, ils contribuent en tous cas, à retardement, à structurer l'Archive européenne.

Conclusion

Cet article cherchait à expliquer la centralité du département SPS de l'IUE dans l'historiographie de la construction européenne, et à comprendre la nature des savoirs sur

l'IUE, 1996 ; Y. Karagiannis, « Preference heterogeneity and equilibrium institutions : the case of European competition policy », Thèse pour le doctorat de l'IUE, 2007.

⁸⁶ Joseph Jupille, « Knowing Europe: metatheory and methodology in European Union studies », dans Michelle Cini et Angela Bourne (dir.), *Palgrave Advances in European Union Studies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 225 ; citation dans B. Rosamond, « The political sciences... », *op. cit.*, p. 12.

⁸⁷ E.g. P. Schmitter, *How to Democratize the European Union...And Why Bother?*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2000 ; S. Hix et Andreas Follesdal, « Why There is a Democratic Deficit in the EU: A Response to Majone and Moravcsik », *Journal of Common Market Studies*, 44 (3), 2006, p. 533–562.

⁸⁸ E.g. Larry Diamond et Leonardo Morlino, « The Quality of Democracy – An Overview », *Journal of Democracy*, 15 (4), 2004, p. 20-31.

⁸⁹ E.g. S. Hix et A. Follesdal, « Why There is... », *op. cit.*

l'Europe qui se sont imposés au sein du département. La mobilisation d'un cadre théorique articulé autour de la notion d'Archive et de matériaux tirés de fonds archivistiques permet d'apporter des réponses à ces deux questions. Elle fournit ainsi plusieurs enseignements.

L'analyse montre d'abord que la structuration du département SPS doit être replacée dans le cadre plus large de la diffusion transnationale d'une science politique béhavioraliste, comparative et quantitative. Le département SPS apparaît alors l'un des lieux d'une mobilisation transnationale plus large qui met en jeu de multiples acteurs, stratégies, ressources et répertoires d'actions, dans le cadre d'une science politique internationale en voie de reconfiguration. Les représentations aujourd'hui dominantes de la « scientificité » des sciences sociales apparaissent ainsi comme une invention historiquement située : la valorisation des (bases de) données, de la mathématisation, du raisonnement comparatif et de la recherche collective sur projet peuvent être décrites comme des inventions récentes, produits de la mobilisation transnationale de réseaux académiques soutenus par d'importants bailleurs de fonds. La centralité du département étudié se comprend alors en lien avec une réorganisation plus large des normes disciplinaires.

L'article permet ensuite de contribuer aux débats sur les dynamiques qui sous-tendent la constitution d'un corpus de connaissances sur l'intégration et les institutions communautaires. En contraste avec une grille de lecture mettant l'accent sur le pilotage politique de l'univers académique, la commande politique apparaît ici largement inopérante face aux dynamiques disciplinaires. L'article confirme ainsi la capacité de « réfraction » des injonctions politiques par des champs disciplinaires dont les structures institutionnelles et intellectuelles se mettent en place⁹⁰. On ne peut, cependant, s'arrêter là. L'échec apparent, à la fin des années 1970, de l'implantation au département SPS de sciences sociales de l'intégration européenne masque le rôle que joue ultérieurement ce département dans la constitution d'une Archive européenne. Les sciences sociales institutionnalisées au département constituent alors autant d'outils cognitifs à même d'être réactualisés pour produire une analyse des institutions communautaires, voire même une critique de leur fonctionnement. L'article rejoint ainsi les conclusions de recherches antérieures en montrant que le développement d'une Archive européenne doit être lu non seulement comme la conséquence de l'intégration communautaire elle-même, mais aussi comme le produit de dynamiques internes au champ universitaire et de rapports de force disciplinaires⁹¹.

Ce faisant, l'étude décroïssonne les frontières de l'Europe. Dans la lignée d'une littérature de relations internationales réaliste et constructiviste insistant sur le poids des Etats-Unis dans la structuration d'espaces de coopération européens⁹², l'analyse montre comment l'Archive européenne se façonne en lien avec la diffusion sur le continent d'approches intellectuelles originellement développées aux Etats-Unis, en lien avec l'action de fondations philanthropiques dans le cadre de la Guerre froide. L'Archive européenne doit ainsi être resituée dans des ensembles discursifs plus larges, portés par des forces sociales inégalement dotées.

⁹⁰ Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, 1991, p. 3-46 ; G. Sapiro, *La guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999.

⁹¹ Ben Rosamond, « European integration and the social science of EU studies: the disciplinary politics of a subfield », *International Affairs*, 83, 2007, p. 231-252

⁹² Peter Katzenstein, *A World of Regions. Asia and Europe in the American Imperium*, Ithaca, Cornell University Press, 2005.